



Assemblée générale

Distr. générale
20 décembre 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session

Point 150 de l'ordre du jour

Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

Rapport du Secrétaire général

Résumé

On trouvera dans le présent document le rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, pour laquelle l'Assemblée générale, dans sa résolution 54/271 du 15 juin 2000, a ouvert un crédit d'un montant brut de 30 048 197 dollars (montant net : 28 295 699 dollars).

Au cours de cette période, le montant total des dépenses s'est élevé à 26 001 000 dollars en chiffres bruts (24 249 000 en chiffres nets), ce qui laisse un solde inutilisé d'un montant brut de 4 047 197 dollars (montant net : 4 046 699 dollars).

Le solde inutilisé résulte essentiellement d'économies au titre du personnel militaire et civil et des dépenses opérationnelles.

Les mesures que l'Assemblée générale est appelée à prendre en ce qui concerne le financement de la Mission sont énoncées au paragraphe 16 du présent rapport.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–3	3
II. Exécution du budget	4–13	3
III. Rapport sur l'exécution du budget pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001	14–15	5
IV. Mesures que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-sixième session	16	6
Annexes		
I. Rapport sur l'exécution du budget pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 : état récapitulatif		7
II. Renseignements complémentaires concernant les écarts les plus importants		10
III. Personnel militaire et civil : effectifs prévus et effectifs déployés pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001		14
IV. Montants répartis et dépenses pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001		15

I. Introduction

1. La Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) a été créée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 858 (1993) du 24 août 1993. Son mandat a été prorogé par des résolutions ultérieures du Conseil de sécurité, dont la plus récente est la résolution 1364 (2001) du 31 juillet 2001, par laquelle il a été reconduit pour une nouvelle période s'achevant le 31 janvier 2002.

2. Le budget de la MONUG, d'un montant brut de 28 399 800 dollars (montant net : 26 891 100 dollars) pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 (voir A/54/735) que l'Assemblée générale a approuvé sur la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/54/841/Add.5, par. 18) a servi à financer le fonctionnement de la Mission, qui a compté jusqu'à 135 observateurs militaires, 89 fonctionnaires recrutés sur le plan international et 148 agents locaux.

3. Par sa résolution 54/271 du 15 juin 2000, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 30 048 197 dollars (montant net : 28 295 699 dollars) pour financer le fonctionnement de la MONUG du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, y compris un montant brut de 1 425 532 dollars (montant net : 1 206 299 dollars) au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et un montant brut de 222 865 dollars (montant net : 198 300 dollars) au titre de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie). Ce montant a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du budget

4. On trouvera des informations sur les opérations de la MONUG et sur la situation sur le terrain au cours de la période considérée dans les rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité en date du 17 juillet 2000 (S/2000/697), du 25 octobre 2000 (S/2000/1023), du 18 janvier 2001 (S/2001/59) et du 24 avril 2001 (S/2001/401).

5. Au cours de la période considérée, la Mission a continué de fonctionner dans un environnement peu sûr. La situation en matière de sécurité dans la zone de conflit, qui était calme mais instable au début de l'exercice a été marquée par de fortes tensions en janvier 2001 et une recrudescence de la violence en avril et mai 2001. La sécurité et la sûreté du personnel continuent à constituer un grave sujet de préoccupation, et de nouvelles mesures de sécurité ont été appliquées : recrutement temporaire d'agents de sécurité supplémentaires, renforcement des clôtures et des grilles d'entrée de certaines installations, installation d'écrans de télévision en circuit fermé à Zougdidi, et renforcement de la sécurité des domiciles du personnel pour protéger leur vie et leurs biens. Les services de taxis ont également été retenus en raison du couvre-feu et des restrictions aux déplacements des véhicules des Nations Unies en dehors de la base logistique de Zougdidi. Il y a lieu de noter qu'en raison de cette situation, les dépenses engagées par la Mission pour assurer la sécurité et la sûreté du personnel au cours de la période considérée se sont élevées à 381 536 dollars ainsi qu'il est indiqué au tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1
Dépenses pour la sécurité du personnel
 (En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Dépenses</i>
Agents de sécurité internationaux	224,2
Agents de sécurité locaux	12,5
Aménagement et réfection des locaux	3,9
Opérations aériennes	9,6
Matériel divers	47,6
Fournitures et services	83,7
Total	381,5

6. En outre, comme la situation en matière de sécurité ne s'est pas améliorée, contrairement à ce qui s'était passé au cours de la période précédente, il a de nouveau été décidé de ne pas déployer la totalité de l'effectif autorisé de 135 observateurs militaires. En moyenne, l'effectif a seulement été de 102 observateurs par mois, ce qui a entraîné des économies d'un montant de 1 161 400 dollars.

7. L'Accord sur un cessez-le-feu et la séparation des Forces signé à Moscou le 14 mai 1994 a également fait l'objet de violations de la part des deux parties, qui ont eu un effet adverse sur le processus de paix et se sont traduites par des restrictions des déplacements du personnel de la MONUG, si bien que la Mission n'a pas pu s'acquitter pleinement de son mandat.

8. Les ressources prévues au titre du personnel civil international ont été calculées sur la base de l'hypothèse que le taux de vacance de postes serait de 10 % et que 32 % des administrateurs et des agents du Service mobile seraient recrutés spécialement pour la Mission. Bien que le taux effectif de vacance de postes ait été de 2 %, des économies ont pu être réalisées du fait que quelque 65 % du personnel a été recruté spécialement pour la Mission.

9. La remise en état, par la Section du génie, d'infrastructures essentielles telles que des ponts et des routes, a considérablement contribué à améliorer la mobilité des patrouilles et à faciliter les activités de surveillance de la Mission, mais la détérioration de la situation en matière de sécurité et l'absence d'entrepreneurs fiables ont empêché l'exécution de certains travaux de même que l'ouverture prévue des bases et la rénovation de bureaux supplémentaires à Soukhoumi. En conséquence, il a été décidé de construire un « complexe de conteneurs », à un coût un peu plus élevé que prévu, pour répondre aux besoins en matière de bureaux. Ce dépassement a été en partie compensé par les économies résultant de la diminution des dépenses au titre de la location de locaux, suite à l'annulation du projet de transfert des bureaux de Gali dans d'autres locaux, au fait que moins de logements que prévu ont été occupés à Soukhoumi, à la fermeture continue des bases et à la non-utilisation de trois sites de répéteurs.

10. La Mission a dû engager des dépenses supplémentaires pour son approvisionnement en énergie en raison de la capacité limitée et de la non-fiabilité des services locaux de distribution d'électricité. Elle a dû utiliser davantage ses

groupes électrogènes, ce qui a accru sa consommation de carburant, dont le coût a augmenté au cours de la période considérée.

11. Avec l'achat de nouveaux véhicules, dont certains à blindage de protection, les besoins au titre des pièces de rechange, des réparations et de l'entretien ont diminué.

12. Compte tenu de la situation, le nombre effectif d'heures de vol des avions et des hélicoptères a été moins élevé que prévu. Les économies correspondantes ont été contrebalancées en partie par l'augmentation du coût du carburant et les changements apportés aux contrats.

13. La Mission a pu réaliser d'autres économies en raison de l'issue favorable des négociations sur le prix du matériel de transmissions et du fait qu'elle a acheté du mobilier en Russie pour moins cher qu'elle ne l'aurait fait auprès d'autres fournisseurs internationaux en Europe, comme il était prévu. Les négociations qu'elle a menées lui ont également permis d'éviter une augmentation des loyers pour certains locaux et pour les sites des répéteurs.

III. Rapport sur l'exécution du budget pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

14. Comme il est indiqué au tableau 2, un crédit d'un montant brut de 30 048 197 dollars (montant net : 28 295 699 dollars) a été ouvert pour financer le fonctionnement de la MONUG pendant la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001. Les dépenses correspondantes se sont élevées à 26 001 000 dollars en chiffres bruts (montant net : 24 249 000 dollars), dont un montant de 4 363 600 dollars au titre d'engagements non réglés. Le montant brut du solde inutilisé s'élève à 4 047 197 dollars (montant net : 4 046 699 dollars), ce qui représente, en chiffres bruts, 13,4 % du montant du crédit ouvert. On trouvera dans l'annexe I au présent rapport des informations sur l'exécution du budget pour la période considérée, par rubrique budgétaire, et dans l'annexe II, des informations complémentaires concernant les écarts les plus importants. L'annexe IV fait apparaître les crédits ouverts et les dépenses engagées par grande catégorie budgétaire.

Tableau 2
Montants répartis et dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montants répartis</i>	<i>Dépenses^a</i>	<i>Écart</i>
Personnel militaire	4 863,2	3 701,8	1 161,4
Personnel civil	12 785,4	10 770,0	2 015,4
Dépenses opérationnelles	9 169,5	8 285,7	883,8
Autres programmes ^b	73,0	86,9	(13,9)
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	198,3	198,3	–
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	1 206,3	1 206,3	–

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montants répartis</i>	<i>Dépenses^a</i>	<i>Écart</i>
Contributions du personnel	1 752,5	1 752,0	0,5
Montant brut des dépenses	30 048,2	26 001,0	4 047,2
Recettes provenant des contributions du personnel	(1 752,5)	(1 752,0)	(0,5)
Montant net des dépenses	28 295,7	24 249,0	4 046,7
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–	–	–
Total des ressources	30 048,2	26 001,0	4 047,2

^a Y compris un montant de 4 363 600 dollars au titre d'engagements non réglés.

^b Non compris les dépenses de personnel.

15. On trouvera au tableau 3 et à l'annexe III des renseignements sur le déploiement des observateurs militaires et du personnel civil au cours de la période considérée.

Tableau 3

Effectifs autorisés, postes pourvus et taux de vacance de postes relatifs aux personnels civil et militaire pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

<i>Catégorie de personnel</i>	<i>Effectif autorisé</i>	<i>Postes pourvus (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)</i>
Observateurs militaires	135	102	25
Personnel international	89	87	2
Personnel local	148	148	–

IV. Mesures que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-sixième session

16. En ce qui concerne le financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, l'Assemblée générale devra :

a) Décider de l'utilisation du solde inutilisé d'un montant brut de 4 047 197 dollars (montant net : 4 046 699 dollars) pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001;

b) Décider de l'utilisation des autres recettes pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, soit un montant total de 1 719 000 dollars provenant des intérêts (430 000 dollars), des recettes diverses/accessoires (119 000 dollars) et d'économies réalisées au titre d'engagements antérieurs ou résultant de leur annulation (1 170 000 dollars).

Annexe I

Rapport sur l'exécution du budget pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 : état récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	(1)	(2)	(3)	(4) = (1)-(3)
	Montants répartis ^a	Dépenses non renouvelables	Dépenses totales (y compris les dépenses non renouvelables)	Écart
I. Personnel militaire				
1. Observateurs militaires	4 770,1	–	3 608,7	1 161,4
2. Contingents	–	–	–	–
3. Autres dépenses afférentes au personnel militaire				
a) Matériel appartenant aux contingents	53,1	–	53,1	–
b) Soutien autonome	–	–	–	–
c) Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	40,0	–	40,0	–
Total partiel, rubrique 3	93,1	–	93,1	–
Total, catégorie I	4 863,2	–	3 701,8	1 161,4
II. Personnel civil				
1. Police civile	–	–	–	–
2. Personnel international et personnel local	12 785,4	–	10 770,0	2 015,4
3. Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
4. Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
5. Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Total, catégorie II	12 785,4	–	10 770,0	2 015,4
III. Dépenses opérationnelles				
1. Locaux/hébergement	1 072,5	573,8	1 154,8	(82,3)
2. Remise en état des infrastructures	200,0	123,8	123,8	76,2
3. Transports	3 398,4	2 020,5	2 665,0	733,4
4. Opérations aériennes	2 437,7	–	2 356,6	81,1
5. Opérations navales	–	–	–	–
6. Transmissions	771,1	221,9	685,9	85,2
7. Matériel divers	482,7	474,9	538,0	(55,3)
8. Fournitures et services	577,1	–	560,7	16,4

Catégorie de dépenses	(1)	(2)	(3)	(4) = (1)-(3)
	Montants répartis ^a	Dépenses non renouvelables	Dépenses totales (y compris les dépenses non renouvelables)	Écart
9. Fret aérien et de surface				
a) Transport du matériel appartenant aux contingents	–	–	–	–
b) Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	230,0	–	200,9	29,1
Total partiel, rubrique 9	230,0	–	200,9	29,1
Total, catégorie III	9 169,5	3 414,8	8 285,7	883,8
IV. Autres programmes				
1. Fournitures et services liés aux élections	–	–	–	–
2. Programmes d'information	20,0	–	14,5	5,5
3. Programmes de formation	53,0	–	72,4	(19,4)
4. Programmes de déminage	–	–	–	–
5. Aide au désarmement et à la démobilisation	–	–	–	–
Total, catégorie IV	73,0	–	86,9	(13,9)
V. Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	198,3	–	198,3	–
VI. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	1 206,3	–	1 206,3	–
VII. Contributions du personnel	1 752,5	–	1 752,0	0,5
Montant brut des dépenses, catégories I à VII	30 048,2	3 414,8	26 001,0	4 047,2
VIII. Recettes provenant des contributions du personnel	(1 752,5)	–	(1 752,0)	(0,5)
Montant net des dépenses, catégories I à VIII	28 295,7	3 414,8	24 249,0	4 046,7
IX. Contributions volontaires en nature budgétisées	–	–	–	–
X. Contributions volontaires en nature non budgétisées	–	–	–	–
Total	30 048,2	3 414,8	26 001,0	4 047,2

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>(1)</i> <i>Montants</i> <i>répartis^a</i>	<i>(2)</i> <i>Dépenses non</i> <i>renouvelables</i>	<i>(3)</i> <i>Dépenses</i> <i>totales</i> <i>(y compris les</i> <i>dépenses non</i> <i>renouvelables)</i>	<i>(4) = (1)-(3)</i> <i>Écart</i>
XI. Autres recettes/ajustements				
Intérêts				430,0
Recettes diverses/accessoires				119,0
Contributions volontaires en espèces				–
Ajustements au titre d'exercices antérieurs				–
Économies réalisées sur des engagements antérieurs ou résultant de leur annulation				1 170,0
Total, catégorie XI				1 719,0

^a Sur la base du crédit ouvert par l'Assemblée générale dans sa résolution 54/271.

Annexe II

Renseignements complémentaires concernant les écarts les plus importants

Personnel militaire

Crédits ouverts : 4 863 200 dollars; dépenses : 3 701 800 dollars; écart : 1 161 400 dollars

1. Le solde inutilisé à cette rubrique (1 161 400 dollars) résulte essentiellement de la diminution des dépenses relatives aux observateurs militaires.

Observateurs militaires

Crédits ouverts : 4 770 100 dollars; dépenses : 3 608 700 dollars; écart : 1 161 400 dollars

2. Le solde inutilisé à cette rubrique (1 161 400 dollars) résulte essentiellement du fait que le nombre d'observateurs militaires déployés a été moins élevé que prévu. En raison de la détérioration de la situation en matière de sécurité et du fait que les déplacements étaient souvent limités, rien ne justifiait le déploiement de l'effectif total autorisé de 135 observateurs militaires pour les patrouilles. En moyenne, l'effectif déployé a été de 102 observateurs militaires par mois, d'où une réduction des dépenses effectives.

Personnel civil

Crédits ouverts : 12 785 400 dollars; dépenses : 10 770 000 dollars; écart : 2 015 400 dollars

3. Le solde inutilisé à cette rubrique résulte essentiellement de la diminution des dépenses au titre des traitements du personnel international et des dépenses communes de personnel, du fait que le pourcentage du personnel recruté spécialement aux fins de la mission a été plus élevé que prévu (65 % contre 32 %).

4. Des remplaçants ont été recrutés immédiatement pour huit agents locaux affectés à d'autres opérations, ainsi qu'il est indiqué ci-dessous :

<i>Affectation</i>	<i>Nombre d'agents</i>
Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE)	2
Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO).	3
Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC)	1
Bureau du Coordonnateur des opérations humanitaires des Nations Unies en Iraq	2
Total	8

Dépenses opérationnelles

*Crédits ouverts : 9 169 500 dollars; dépenses : 8 285 700 dollars;
écart : 883 800 dollars*

5. Le solde inutilisé à ce titre est dû essentiellement à des économies d'un montant total de 1 021 400 dollars aux rubriques ci-après : remise en état des infrastructures (76 200 dollars), transports (733 400 dollars), opérations aériennes (81 100 dollars), transmissions (85 200 dollars), fournitures et services divers (16 400 dollars), fret aérien et de surface (29 100 dollars). Ce solde inutilisé a été contrebalancé par un dépassement d'un montant total de 137 600 dollars au titre des locaux (82 300 dollars) et du matériel divers (55 300 dollars).

Remise en état des infrastructures

Crédits ouverts : 200 000 dollars; dépenses : 123 800 dollars; écart : 76 200 dollars

6. Le solde inutilisé à cette rubrique s'explique principalement par le report d'un certain nombre de projets en raison de l'instabilité de la situation en matière de sécurité et des difficultés posées par le recrutement, sur le plan local, d'entrepreneurs acceptables. Seuls des projets de moins grande envergure ont été entrepris pour réparer les routes et les ponts, ce qui a immédiatement contribué à faciliter la circulation et à accroître la sécurité du personnel.

Transports

*Crédits ouverts : 3 398 400 dollars; dépenses : 2 665 000 dollars
écart : 733 400 dollars*

7. Le solde inutilisé à cette rubrique résulte essentiellement du fait que les véhicules qui ont été achetés ont coûté moins cher que prévu et qu'une ambulance n'a pas été achetée. Par ailleurs, un plus grand nombre de véhicules étant neufs, il a fallu moins de ressources au titre des pièces de rechange, des réparations et de l'entretien. L'annulation de l'achat prévu de systèmes d'enregistrement des données pour la gestion du parc automobile et d'autres changements ont entraîné une baisse des dépenses au titre du matériel d'atelier. En outre, les primes d'assurance des véhicules pour la Communauté d'États indépendants ont été ramenées de 200 dollars à 154 dollars pour les véhicules civils et de 350 dollars à 270 dollars pour les véhicules militaires.

Transmissions

Crédits ouverts : 771 100 dollars; dépenses: 685 900 dollars; écart : 85 200 dollars

8. Le solde inutilisé tient principalement au fait que le coût des communications par réseaux commerciaux et de certains articles à la rubrique Matériel de transmissions a été moins élevé que prévu.

Matériel divers

*Crédits ouverts : 482 700 dollars; dépenses : 538 000 dollars;
écart : (55 300 dollars)*

9. Le dépassement à cette rubrique s'explique essentiellement par le coût du matériel de traitement des données nécessaire pour le réseau local et le réseau

longue distance. En outre, le coût d'un groupe électrogène transféré d'urgence à la MONUG pour répondre à ses besoins d'alimentation de secours a été remboursé à l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental. Compte tenu des préoccupations suscitées par la sécurité du personnel, la Mission a acheté du matériel supplémentaire, notamment des détecteurs de fumée, des extincteurs, des caméras pour la sécurité, du matériel d'enquête et des lampes de secours.

Fret aérien et de surface

Crédits ouverts : 230 000 dollars; dépenses : 200 900 dollars; écart : 29 100 dollars

10. Le solde inutilisé est dû au fait que les envois d'autres missions ont été moins nombreux que prévu.

Autres programmes

Crédits ouverts : 73 000 dollars; dépenses : 86 900 dollars; écart : (13 900 dollars)

11. Le dépassement à cette rubrique s'explique par le renforcement des programmes de formation (19 400 dollars). L'augmentation à ce titre a été compensée en partie par une diminution des besoins au titre des programmes d'information (5 500 dollars).

Programmes d'information

Crédits ouverts : 20 000 dollars; dépenses : 14 500 dollars; écart : 5 500 dollars

12. Les ressources prévues à cette rubrique ont uniquement servi à payer les services de deux analystes des médias chargés d'effectuer des recherches sur l'évolution de la situation politique dans le pays et à acheter du matériel et des fournitures, si bien que les dépenses ont été moins élevées que prévu.

Programmes de formation

Crédits ouverts : 53 000 dollars; dépenses : 72 400 dollars; écart : (19 400 dollars)

13. Le dépassement à cette rubrique s'explique par l'augmentation du nombre et du coût des cours programmés. Au total, 18 membres du personnel de la Mission ont participé à 12 stages différents, dont 7 ont été organisés à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, 2 à Vienne, 2 en Grèce et 1 à Genève. Un montant de 7 133 dollars, correspondant à des stages offerts durant la période précédente est inclus dans le montant total des dépenses. Les stages de formation aux techniques de la communication et de l'information ont permis d'accroître et de perfectionner les compétences du personnel concerné, qui a ensuite pu mettre à niveau plusieurs réseaux de la MONUG. D'autres stages avaient pour but de remédier à certaines déficiences dans les domaines de la sécurité aérienne et des enquêtes en cas d'accident. En dépit des compétences de base et de l'expérience dont il disposait à cet égard, le personnel avait besoin d'une formation pour se tenir au courant des progrès de la technique. C'est pourquoi la formation dispensée dans les domaines des opérations aériennes, de la sécurité aérienne, du contrôle de la circulation aérienne, du transport de marchandises dangereuses et des enquêtes en cas d'accident a été particulièrement utile.

**Stages de formation organisés au cours de la période du 1er juillet 2000
au 30 juin 2001**

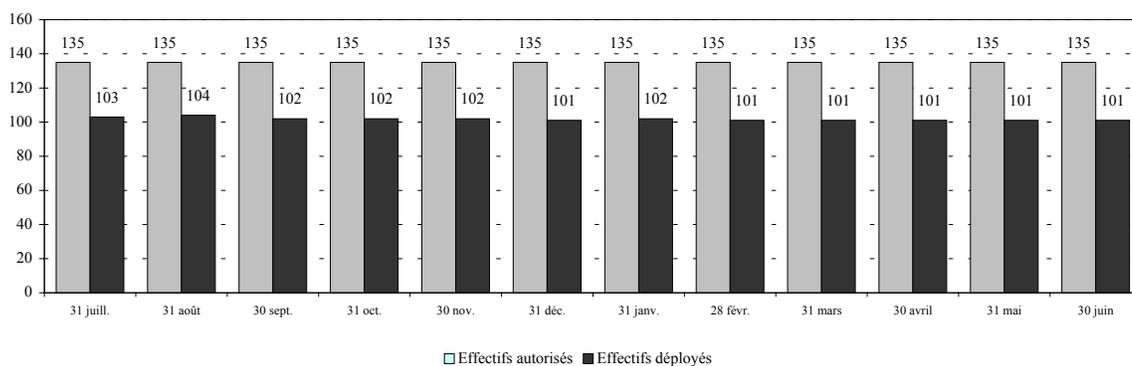
<i>Description de la formation</i>	<i>Dépenses (dollars É.-U.)</i>	<i>Nombre de participants</i>	<i>Lieu</i>
Formation au système REALITY	7 186	3	Brindisi ^a
Formation aux systèmes CISCO (cours/ISDN/MD-110)	14 510	2	Brindisi ^a
Formation IMMERSION	9 583	1	Brindisi ^a
Atelier de gestion pour les chefs des services d'achat	3 524	1	Grèce
Manipulation de marchandises dangereuses	7 926	2	Grèce
Formation à la gestion des opérations aériennes	3 569	1	Genève
Technologies d'information (réunion de planification et atelier de gestion)	830	1	Brindisi ^a
Formation spécialisée CISCO (relais de trame)	1 955	1	Brindisi ^a
Stage à l'intention des chauffeurs de personnalités	5 858	2	Vienne
Formation technique en matière de communication	4 116	1	Brindisi ^a
Gestion de la sécurité	1 196	1	Vienne
Stages techniques Nissan et Toyota	4 974	2	Brindisi ^a
Montant dû pour 1999/2000	7 133		
Total	72 360		

^a Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie).

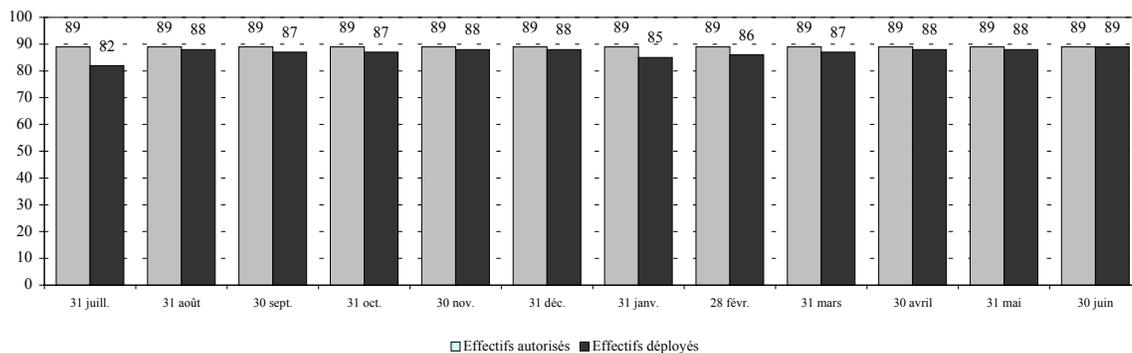
Annexe III

Personnel militaire et civil : effectifs prévus et effectifs déployés pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

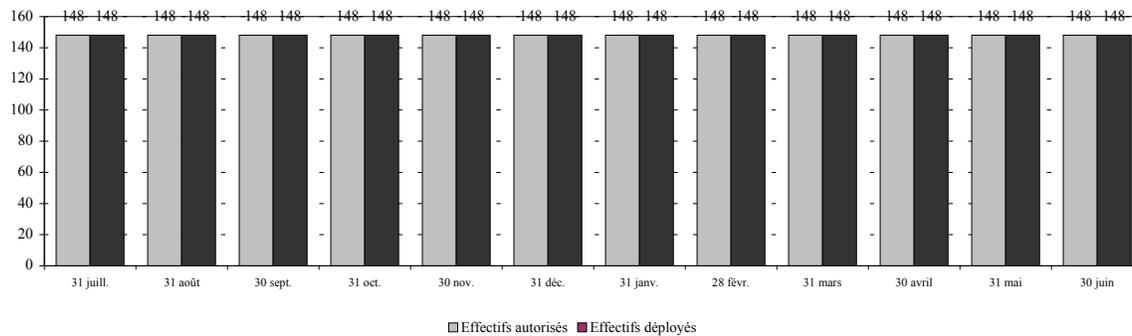
1. Observateurs militaires



2. Personnel international



3. Personnel local



Annexe IV

Montants répartis et dépenses pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

